

La voix de l'opposition de gauche

Le 17 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

• [Au format pdf \(pages\)](#)

La ligne politique révolutionnaire que nous vous proposons pour les mois à venir.

La manière dont les différents acteurs engagés ont été amenés à poser un certain nombre de revendications sociales ou politiques depuis le début de la mobilisation populaire du 17 novembre 2018, la condamne à l'impasse ou est vouée à l'échec, non pas à cause de l'obstination affichée de Macron de ne rien céder ou de la violente répression qu'il a déclenché en réponse aux manifestations des masses laborieuses, mais tout simplement parce leur satisfaction est incompatible avec l'existence du régime capitaliste et ses institutions en crises. Aussi, la seule manière d'inverser le rapport de forces consiste à inscrire cette mobilisation dans une perspective révolutionnaire dont les prémisses sont apparus de plus en plus clairement au cours du développement de la situation des deux derniers mois, et poser directement la question du pouvoir politique ou qui doit gouverner, l'infime minorité de privilégiés dont le pouvoir et les prétentions sont illégitimes ou l'immense majorité des travailleurs dont les aspirations et besoins sont légitimes, question à laquelle on doit répondre en se fixant pour tâche et objectif de préparer les conditions de l'insurrection des masses laborieuses pour renverser le régime en place et s'emparer du pouvoir politique.

Dans ces conditions, nous confirmons notre appel à boycotter le "grand débat national" initié par Macron puisqu'il doit uniquement servir à cautionner sa politique ultra réactionnaire ou faciliter l'application de son programme électoral entièrement tourné contre les intérêts des travailleurs. En revanche, nous appelons les travailleurs et les militants à participer à toutes les réunions ou assemblées générales, assemblées populaires initiés par des travailleurs ou leurs organisations ou partis dans la perspective de la grève générale insurrectionnelle contre le régime.

Attention, si cette stratégie s'inscrit dans la perspective d'une mobilisation insurrectionnelle des masses exploitées et opprimées, cela ne signifie nullement que toutes les conditions soient réunies pour qu'elle se produise, encore moins pour la déclencher demain matin. Elle doit s'inscrire dans le cadre d'un processus conscient auquel les travailleurs doivent participer pour ne pas relever de l'aventurisme ou du gauchisme. Si nous constatons que ce n'était pas le cas, la réalisation de cet objectif serait retardé ou renvoyé à plus tard. Nous partons du constat que les premiers signes pour que de telles conditions soient réunies ont commencé à se manifester, reste à voir dans les semaines ou mois qui suivent s'ils seront confirmés ou amplifiés ou au contraire s'ils se seront atténués ou auront disparu.

Cela implique évidemment que l'ensemble des militants du mouvement ouvrier oeuvrant pour l'émancipation du capital ou pour le socialisme y participent sans sectarisme ou dogmatisme, car ce mouvement populaire aura besoin de l'expérience acquise par chaque militant pour mener ce combat jusqu'au bout et vaincre notre ennemi. C'est possible si nous partageons ces objectifs et si nous faisons en sorte que le plus grand nombre possible de travailleurs s'en emparent. Et au cours du développement du processus révolutionnaire les travailleurs se doteront d'une direction politique qui les guidera jusqu'à la victoire.

La machine à fabriquer le consentement à la peine.

Les Français et le grand débat national / Sondage ELABE pour BFMTV

(https://elabe.fr/wp-content/uploads/2019/01/20190115_elabe_bfmtv_les-francais-et-le-grand-debat-national-1.pdf)

LVOG - Sondage à lire en ayant à l'esprit qu'il a été conçu comme tous les sondages en fonction des résultats attendus ou souhaités par celui qui l'a commandé, ici BFMTV que l'on ne présente plus.

ELABE - Au près des personnes se définissant « gilets jaunes », les quatre thèmes les plus cités sont : pouvoir d'achat (65%), impôts/taxes (47%), puis plus loin les retraites (35%) et les inégalités/injustices sociales (24%).

Au près des personnes se définissant « gilets jaunes », les quatre propositions les plus citées sont : la suppression des avantages des élus (54%), le rétablissement de l'ISF (52%) et la diminution du nombre de députés et de sénateurs (45%), une baisse de la TVA sur les produits de première nécessité (42%).

Dans toutes les catégories de la population, une large majorité des Français estime que ce « grand débat national » ne va pas marquer un changement de style et de méthode dans le quinquennat d'Emmanuel Macron.

C'est surtout chez les catégories sociales populaires (72%) et parmi les habitants de commune rurale (72%) que cette opinion est la plus marquée.

Gilets jaunes : après un recul à 60%, l'approbation (soutien et sympathie) de la mobilisation rebondit de 7 points (67%). Dans le détail, c'est le soutien qui est notamment en hausse de 5 points (36%).

54% des Français estiment que la mobilisation doit se poursuivre (+3 points en une semaine) pendant la tenue du « grand débat national »

LVOG - Certains pourcentages doivent être volontairement réduits, on se contentera de la tendance qu'ils indiquent ou on n'en tiendra pas compte en cas de doute.

Tribune libre de la lutte de classe.

À bas Macron ! Manifestation centrale de la classe ouvrière et de la jeunesse à l'Élysée ! Grève générale ! - Groupe marxiste internationaliste (GMI) 5 décembre 2018

Les syndicats des travailleurs salariés doivent rompre leurs négociations des plans de Macron contre les retraites, contre les chômeurs, contre les fonctionnaires. Avec les partis d'origine ouvrière, ils doivent convoquer des assemblées générales, appeler à la grève générale, à manifester massivement ensemble au palais de l'Élysée.

- Contre l'appauvrissement, il faut arracher l'augmentation du salaire minimum, de tous les salaires, l'augmentation des allocations pour les petits revenus, l'indexation des salaires et des pensions.

- Contre l'inégalité, il faut supprimer les impôts qui frappent la consommation populaire, supprimer les cotisations sociales des travailleurs salariés, instaurer un impôt progressif sur les revenus et un véritable impôt sur le patrimoine (l'ancien ISF était de portée réduite), donner des moyens à la santé publique et à l'école publique, garantir un logement décent pour tous.

- Contre le réchauffement climatique, il faut exproprier Total, les sociétés d'autoroute, les banques, toutes les multinationales dont la production pollue massivement la planète, il faut développer les transports en commun (dont les petites lignes de chemin de fer et les RER) et le fret ferroviaire,

- Contre l'État bourgeois, les fascistes et les pilleurs, il faut organiser l'autodéfense, dissoudre les corps de répression, supprimer la présidence et le Sénat, rétribuer les élus au niveau des travailleurs, les rendre révocables.

- Pour que les travailleurs contrôlent leur propre mouvement et instaurent une forme de démocratie supérieure : assemblées générales dans les villes, dans les quartiers, dans les entreprises, dans les lieux de formation, les administrations) ; élections par les AG de comités, centralisation des comités dans une coordination nationale.

Le mouvement doit s'ancrer dans les entreprises et être contrôlé par les travailleurs eux-mêmes. Alors, le drapeau rouge remplacera le drapeau tricolore de l'écrasement des communards de 1871, des guerres coloniales et mondiales.

Le prolétariat doit diriger l'ensemble des opprimés et des exploités vers le pouvoir des travailleurs, pour un gouvernement ouvrier seul à même d'unir la masse des travailleurs et de la petite bourgeoisie contre leur ennemi commun, le capital. Pour y parvenir, il faut construire au plus vite un parti ouvrier révolutionnaire du type du Parti bolchevik qui a mené les masses russes à la victoire en octobre 1917. *Le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les groupes capitalistes haïs de tous.* (Lénine, juillet 1916)

Macron président ou la guerre civile est déclarée aux masses laborieuses.

Etat de siège proclamé à Bourgtheroulde.

LePoint.fr - Ce mardi 15 janvier, le patelin de 3 700 âmes s'est transformé en forteresse. Une imprenable citadelle défendue par une dizaine d'escadrons de gendarmerie mobile, sept compagnies de CRS et près de 300 gendarmes des unités territoriales. LePoint.fr 16 janvier 2019

Reuters - Dans l'Eure, en prévention de potentielles actions des "Gilets jaunes", le dispositif de sécurité a été renforcé. La préfecture du département avait notamment pris deux arrêtés.

Un important dispositif de sécurité a été déployé autour de la commune avec des barrages filtrants. Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène à deux reprises dans l'après-midi contre des manifestants rassemblés sur la place de la mairie, selon un journaliste de Reuters présent sur place.

Un important dispositif de sécurité a été déployé autour de la commune avec des barrages filtrants. Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène à deux reprises dans l'après-midi contre des manifestants rassemblés sur la place de la mairie, selon un journaliste de Reuters présent sur place. Reuters 16 janvier 2019

Gilets jaunes hors la loi.

- Lancement du grand débat national : des manifestants vêtus de "gilets jaunes" menacés d'une amende de 135 euros - francetvinfo.fr 15.01

Des gendarmes ont demandé à des "gilets jaunes", présents à Grand Bourgtheroulde (Eure) pour la venue d'Emmanuel Macron, mardi 15 janvier, d'enlever leurs vestes fluo "sous peine de 135 euros d'amende". Les manifestants ont été contrôlés aux abords de la commune normande, où vient d'être lancé le grand débat national, comme l'a constaté une journaliste du Monde.

La préfecture dit ne pas avoir donné de consigne

"Cette mesure n'est applicable que ce mardi dans le cadre de la visite du président de la République", a indiqué la brigade de gendarmerie de Grand Bourgtheroulde à France Soir. Une interdiction de manifester dans le périmètre autour du gymnase où se rendait le président a d'ailleurs été mise en place. Néanmoins, contactée par franceinfo, la préfecture affirme qu'il n'y a pas eu de consigne spécifique quant à l'amende de 135 euros. "Ce n'est pas une demande préfectorale", insiste la préfecture. De son côté, la mairie assure à franceinfo n'être au courant de rien.

Dans tous les cas, même si l'amende paraît liée à l'interdiction de manifester, son montant ne semble pas correspondre à la législation. En effet, organiser une manifestation interdite est passible d'une sanction de "six mois d'emprisonnement et 7 500 euros d'amende", comme le stipule l'article 431-9 du Code pénal. En revanche, participer à une manifestation interdite est seulement punie d'une contravention de 1^{re} classe, soit une amende maximum de 38 euros. francetvinfo.fr 15.01

CRS assassins.

- Des images d'une vieille dame touchée par un flashball à Nîmes secouent la Toile - Sputnik 15.01

Une vieille dame aurait reçu un tir de flashball en pleine tête en marge de l'acte 9 des Gilets jaunes à Nîmes. Une vidéo choc montrant des secouristes improvisés en train d'apporter les premiers soins à une femme atteinte par un tir de flashball en marge d'une manifestation des Gilets jaunes a fait le tour des réseaux sociaux.

Les images en question auraient été prises en marge de l'acte 9 des Gilets jaunes à Nîmes. Sur l'enregistrement, on voit une femme ensanglantée aux cheveux gris qui ne bouge pratiquement pas tandis que les personnes venues à son secours lui nettoient le visage et tentent d'arrêter l'effusion de sang.

Début décembre 2018, une femme de 80 ans était morte à Marseille en marge des incidents ayant émaillé la manifestation des Gilets jaunes. L'octogénaire a reçu une grenade lacrymogène en pleine tête en allant fermer le volet de sa fenêtre avant de succomber à ses blessures à l'hôpital. Sputnik 15.01

Macron a déclenché la guerre civile.

Lanceurs de balles de défense : "Le choix qui a été fait depuis une dizaine d'années, c'est de viser la foule" - franceinfo 16.01

"Le choix qui a été fait depuis une dizaine d'années, c'est le durcissement, d'aller au contact, de viser la foule" a dénoncé mercredi 16 janvier sur franceinfo, David Dufresne, journaliste indépendant qui recense les cas de violences policières contre les "gilets jaunes". Ce même jour, le préfet Éric Morvan, directeur de la police nationale, rappelait aux policiers que l'utilisation des lanceurs de balles de défense (LBD) devait être proportionnée et le tir "exclusivement" dirigé vers le corps. (Tirez en direction du corps sans viseur, c'est prendre le risque de toucher la tête, le coeur d'un cardiaque et de le tuer, ce sont bien des tueurs. - LVOG)

franceinfo : Depuis près de deux mois, vous relayez des cas de violences dénoncées par des manifestants. Vous en dénombrez combien ?

David Dufresne : Je dénombre plus de 200 blessés et 300 signalements en tout, de ce qu'on pourrait appeler des manquements à la doctrine, à la déontologie. Ce recensement, c'est pour être une sorte de lanceur d'alerte, de dire 'qu'est-ce qui se passe ?'. Pourquoi aujourd'hui on dénombre quatre personnes qui ont perdu une main, un peu plus de quinze qui ont perdu un œil, parce qu'ils ont manifesté ?

On est à plusieurs dizaines - pas loin de la centaine - de personnes qui ont été visées à la tête, ce qui est parfaitement interdit dans les manuels d'instruction des armes type LBD, flashball, etc. Certains perdent un œil, d'autres c'est la mâchoire, le nez, la tempe, la joue, il faut que cela cesse !

Le directeur de la police nationale a fait un rappel à l'ordre mercredi 16 janvier sur les LBD. C'est un aveu ?

Enfin, on sort du déni politique et policier qui entoure ces agissements depuis deux mois. En même temps, c'est totalement désolant : expliquer à des gens, qui sont censés être formés, qu'ils ne suivent pas la formation, ça pose quand même énormément de questions. Evidemment que c'est un désaveu, c'est une façon de reconnaître qu'il y a eu un problème.

La police ne peut pas faire autrement, elle est acculée, elle n'a pas le choix. Il y a 78 ouvertures d'enquêtes judiciaires par l'IGPN, la police des polices ! Quand on connaît les réticences de l'IGPN - et ses difficultés d'ailleurs - à travailler au sein même de la police, c'est considérable. Ça devient trop énorme pour être passé sous silence.

Mais ce qui me désole encore plus, c'est que d'un côté, vous avez le patron des policiers qui alerte ses troupes et qui leur dit 'arrêtez de viser la tête' et de l'autre, le ministre de l'Intérieur qui annonce la veille à Carcassonne, qu'il n'avait connaissance d'aucune attaque de policiers envers des "gilets jaunes". Moi j'en suis à 300 signalements...

Est-ce que depuis le début de la crise des "gilets jaunes", il n'y a pas eu un engrenage de la violence de part et d'autre ?

L'engrenage est plus ancien. Le maintien de l'ordre à la française se croit toujours supérieur aux autres. Il l'a été. En France, pays de contestation, la police était plutôt aguerrie. Mais le choix qui a été fait depuis une dizaine d'années, c'est le durcissement, d'aller au contact, de viser la foule - ce qui ne se faisait plus depuis la Deuxième Guerre mondiale - c'est une stratégie, on le voit chaque samedi : on voit des policiers qui arrivent dès le matin, avec des tenues de combat. Cela veut dire quelque chose, c'est un signal envoyé à la foule. Dans la doctrine, vous avez un tas d'étapes avant d'arriver à l'armure.

En Angleterre, en Allemagne, où vous avez des manifestations autrement plus difficiles, avec des néonazis, qui ne sont pas des rigolos, il n'y a pas de blessés, parce qu'en Allemagne, le maintien de l'ordre est basé sur la désescalade. Là, en France, il y a une fuite en avant de l'État, car le maintien de l'ordre, c'est une police qui obéit aux ordres politiques. La preuve, c'est qu'on verra monsieur Castaner ou monsieur Philippe nous annoncer, à la veille du prochain samedi de manifestation, le nombre de policiers mobilisés. franceinfo 16.01

A quoi le "grand débat" doit-il servir ? A légitimer Macron, il le dit lui-même.

Macron : *"quand on a la légitimité c'est bon, ça y est, on peut y aller. (Mais) même avec cette légitimité il faut continuer, associer, partager, le grand débat doit servir à ça"*.

Les néocons, c'est à cela qu'on les reconnaît, ils osent tout.

Macron estime que certaines personnes en difficulté "déconnent" - Reuters 16.01

Macron : Les gens en situation de difficulté, on va davantage les responsabiliser parce qu'il y en a qui font bien et il y en a qui déconnent. Reuters 16.01

Si tu es pauvre, si tu as un salaire misérable, si tu ne t'en sors pas, si tu es au chômage, à la rue, c'est que tu l'as bien voulu, en fait tu as ce que tu mérites pauvre con ! Après ils s'étonnent qu'on veuille leur faire la peau, c'est ce qu'ils méritent.

Il faut avoir en permanence à l'esprit que les forces productives sont suffisamment développées pour satisfaire l'ensemble des besoins des 7,6 milliards d'habitants de notre planète. Donc ceux qui nous pourrissent la vie ne peuvent faire prévaloir aucun argument pour s'y opposer, hormis leur soif insatiable de pouvoir et de richesse que rien ni personne ne peut justifier ou légitimer. Leur ôter tout pouvoir de nuisance est une nécessité de salut public !

Une supercherie peut en cacher une autre.

- Grand débat national : Mélenchon dénonce "une supercherie" - Franceinfo 17 janvier 2019

Mélenchon : *"Il faut à tout prix se mettre à la transition écologique."* Macron ne demande pas mieux ! Ils tiennent le même discours, puisque ni l'un ni l'autre ne l'envisage dans la perspective d'un changement de régime, de la part de Macron, c'est normal, de celle de Mélenchon aussi puisqu'il y est opposé. L'avez-vous entendu déclarer qu'il fallait éradiquer le capitalisme de la surface de la terre pour soulager notre planète de ses méfaits ?

Une fois servi... commence "l'équité fiscale" ou partagez entre vous l'addition.

Emmanuelle Wargon a bénéficié de la suppression de l'ISF, mais "souhaite que le grand débat permette d'avancer sur l'équité fiscale" - franceinfo.fr 16.01

Celle qui est en charge d'animer le grand débat national "souhaite" justement que ce rendez-vous avec les Français "permette d'avancer sur l'équité fiscale".

Cette énarque, diplômée de la même promotion que le Premier ministre Edouard Philippe, a débuté une carrière de haut fonctionnaire avant de rejoindre le privé. A partir de septembre 2015, elle a ainsi été la directrice générale responsabilité d'entreprise, affaires publiques et communication de Danone. en 2018 elle a perçu 470 000 euros. franceinfo.fr 16.01

Dépakine : l'Etat seul est responsable de ce scandale sanitaire contrairement aux affirmations de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux (Oniam) et de la ministre de la Santé Agnès Buzyn.

Pourquoi France Info relaie-t-il cette info et charge-t-il Sanofi ? Pour épargner les gouvernements (et tous les partis qui y participaient) qui se sont succédés depuis 1980.

France Info - Le laboratoire Sanofi se défend en affirmant, notamment, qu'il a "informé les autorités en toute transparence" sur les risques de la Dépakine pour les femmes enceintes, au fur et à mesure de l'avancée des connaissances scientifiques. Depuis la fin des années 1980, les autorités de santé auraient même plusieurs fois "rejeté les demandes de Sanofi qui visaient, en fonction de l'évolution des connaissances scientifiques, à mentionner dans la notice patient les risques pour le fœtus pouvant être liés à la prescription de ce médicament dans le cadre d'une grossesse". Une mention que Sanofi ne pouvait apposer sans les autorités, dont l'approbation est indispensable pour modifier les informations relatives à un médicament.

La Dépakine et ses dérivés ont provoqué depuis 1967 des malformations congénitales graves chez 2.150 à 4.100 enfants, selon une évaluation de 2017 de l'agence du médicament et de l'Assurance maladie. En prenant en compte les enfants souffrant de retard de développement (troubles autistiques, psychomoteurs, etc.), il pourrait y avoir 14.000 victimes, selon l'épidémiologiste Catherine Hill. francetvinfo.fr 16.01

Le statut ne fait pas le bonheur. (confirmation)

- Comment les profs dégringolent l'échelle sociale - Challenges 15.01.2019

Une sévère et douloureuse désillusion. C'est le mal dont est atteint une grande partie des 880.000 enseignants français. Ils ont fait de longues études, travaillent plus de 40 heures par semaine en moyenne, exercent leurs fonctions dans des conditions dégradées et voient depuis plusieurs années leur pouvoir d'achat fondre.

En choisissant de devenir profs, ils ont toujours su qu'ils ne gagneraient pas des mille et des cents. Mais ils pensaient avoir gagné l'assurance de finir les mois sans angoisse. Depuis bien des années déjà, beaucoup d'enseignants ont pourtant l'impression d'avoir sombré dans la catégorie "survie", celle de l'euro près et de l'imprévu qui vient casser des mois de gestion rigoureuse.

Les difficultés de recrutement le montrent: fini le temps où les étudiants envisageaient le professorat comme une sinécure, considérant que les vacances et l'emploi à vie compensaient finalement une gratification modeste. Les professeurs subissent de plein fouet la stagnation de leurs salaires et les prix galopants de l'immobilier dans les métropoles. Certes, leur salaire moyen (2.380 euros nets en 2016) est légèrement au-dessus du revenu moyen français (2.250 nets en 2015), mais leur niveau de vie doit aussi être analysé au regard de leur niveau d'étude élevé (bac + 5, fonctionnaire catégorie A) et des conditions de travail qui se dégradent d'année en année. D'autant que les chiffres cachent de nombreuses disparités. Car entre le professeur des écoles avec 10 ans d'expérience (1.894 euros nets) et l'agrégé tout juste passé "hors classe" (3.514 brut), il existe un gouffre. "Même mon grand frère gagne plus que toi"

"Je ne m'en sors pas", raconte Vanessa, mère divorcée de 43 ans, qui exerce dans un collège près de Lille. Ancienne chef de produit en commerce internationale, elle a passé le CAPES de lettres modernes il y a deux ans pour pouvoir consacrer plus de temps à sa fille de 9 ans. "Dans mon entourage, on m'a dit 'allez, fais prof, c'est la stabilité et la sécurité'. Sauf que c'était les conseils de proches de 70 ans, qui ont connu l'âge d'or du professorat", regrette-t-elle. Avec ses 1.650 euros nets, cette fraîche reconvertie déplore un découvert de 300 euros tous les mois. Elle énumère ses dépenses contraintes avec découragement: un prêt immobilier de 650 euros, 180 euros d'eau et d'électricité, 150 euros de cantine et de garderie, à quoi s'ajoutent différents abonnements et assurances... L'essence de sa voiture représente également un poste de dépense important, car comme bon nombre de jeunes professeurs elle est "titulaire sur zone de remplacement" (TZR). Elle sillonne les académies pour effectuer de plus ou moins longs remplacements, là où son rectorat l'envoie.

"Les conditions de travail sont mauvaises et ça n'échappe pas aux élèves. Inconsciemment, ils ont compris qu'on appartenait à une profession reléguée et notre autorité s'en ressent. Des réflexions méprisantes comme 'même mon grand frère, gagne plus que toi', ce sont des choses qu'on entend régulièrement", explique-t-elle. (...)

"Les seuls qui s'en sortent, c'est les conjoints de cadre"

Le contexte social a renforcé l'amertume des profs. Prime pour les policiers, pour les personnels d'Ehpad, pour les agents du fisc, augmentation du smic... Les professeurs, dont le point d'indice est gelé depuis 2010 (brièvement revalorisé entre 2016 et 2017), se sentent lésés et se regroupent sous la bannière des "Stylos rouges", un groupe asyndical et apolitique créé pour faire entendre leur exaspération. "Je sais très bien qu'on a un problème de pouvoir d'achat des professeurs, depuis le début des années 90, a rapidement réagi Jean-Michel Blanquer, sentant le mécontentement monter. Mais augmenter le point d'indice n'est pas l'alpha et l'omega de ce qu'il y a à dire", a-t-il tranché, rappelant plutôt les mesures prises depuis son arrivée, telles que la reprise du Protocole sur les carrières et les rémunérations et l'accélération de l'avancement, soit 1,75 milliard d'euros en plus sur le quinquennat pour mieux rémunérer les professeurs, selon le ministère. "Nous sommes obligés de faire la différenciation: il serait absurde de saupoudrer sans prendre compte l'engagement qualitatif du système", a-t-il expliqué, prenant en exemple la prime créée pour les professeurs d'éducation prioritaire.

Martin fait partie de ceux qui bénéficient de cette nouvelle prime, réservée aux enseignants des zones sensibles. Il exerce en maternelle depuis 14 ans dans les Hauts-de-Seine. Grâce à un bonus de 190 euros mensuel REP +, il touche 2.350 euros par mois net. Malgré cette somme, il est obligé de prendre un petit job, 7 heures d'étude surveillée par mois pour augmenter ses revenus de 200 euros. Sa vie en région parisienne lui coûte cher. Son loyer, pourtant social, de 750 euros et sa pension alimentaire grèvent son pouvoir d'achat "Les seuls qui s'en sortent à Paris c'est ceux qui sont mariés à des cadres", grincent certains "Stylos rouges" sur le groupe Facebook qui leur sert de forum. Agrégée, mais chassée par le prix des loyers

Violaine, prof de musique agrégée, fait partie des profs forcés de quitter la capitale. Les loyers d'un deux-pièces pour vivre avec sa fille y étaient trop élevés pour son salaire de 2.100 euros. "Après une agrégation, à 37 ans, je trouve ça lamentable de ne pas pouvoir choisir l'endroit où je voudrais vivre", souffle-t-elle. Mais il n'y a pas qu'à Paris que les profs galèrent. Valérie, prof à Nancy, donne, elle, 6 heures de cours particuliers par semaine, en plus de son travail soir et week-end pour préparer ses cours et corriger ses copies. Cette deuxième activité lui rapporte environ 500 euros par mois. "C'est grâce à ces 500 euros que je pars en vacances, peux aller au cinéma... Bref, avoir enfin une vie normale", raconte cette mère célibataire de deux enfants qui gagne 2.200 euros par mois.

Le ministre de l'Education nationale a annoncé la création d'un observatoire du pouvoir d'achat des professeurs, qui sera mis en place dans quelques semaines. Une mesure raillée par les "Stylos Rouges", qui déplorent que Jean-Michel Blanquer ait besoin d'un observatoire pour réaliser à quel point leur profession s'est paupérisée. En attendant, les conclusions de l'observatoire, et les éventuelles leçons que le ministère pourrait en tirer, le collectif s'organise. Les premiers rassemblements ont eu lieu cette semaine à Lorient et devant le lycée Henri IV à Paris. Mercredi dernier, à Lille, des professeurs ont manifesté devant le rectorat. Une mobilisation qui ne devrait que s'amplifier. Les "Stylos rouges" promettent des actions jusqu'à ce que, à l'image des Gilets jaunes, leur parole soit "enfin entendue" par le gouvernement. Challenges 15.01.2019

On ne tentera pas de mesurer la taille de leur cerveau ni même de le passer au scanner !

- Pour le bernard-l'ermite, la taille du pénis ça compte ! - Franceinfo 16 janvier 2019

- Royaume-Uni: une loi va interdire les photos sous les jupes - L'Express.fr 16 janvier 2019

Je suis peut-être arriéré, je me demande comment peut-on prendre de telles photos ?

- "Sex Education" ose enfin montrer des femmes qui se masturbent sur le ventre - Le HuffPost

Ouf, cela nous manquait, quelle connerie ! C'est le niveau du HuffPost.

- Sexe : selon une étude, les filles et garçons perdent leur virginité trop tôt - Glamour

Guerre psychologique contre les déviations à l'idéologie totalitaire.

- «Humour et injures sexistes bénéficient d'une grande tolérance sociale» - Liberation.fr 16.01

C'est un mal sournois qui semble solidement implanté, sans que l'on sache précisément dans quelle mesure.

Libération - Sur une centaine de pages, le HCE (Haut Conseil à l'égalité) livre un bilan peu reluisant, qui commence par une mise au point : non, le sexisme n'est pas une simple «attitude discriminatoire fondée sur le sexe», comme le définit le Larousse, mais bien une «idéologie qui repose sur le postulat de l'infériorité des femmes par rapport aux hommes» et se manifeste par des «gestes, propos ou comportements», des plus anodins (remarques) aux plus graves (viols, meurtres).

LVOG - "L'infériorité des femmes par rapport aux hommes" qui fait le bonheur des exploités partout à travers le monde.

Libération regrette que la répression ne soit pas plus féroce.

Libération - En matière de violences conjugales par exemple, l'instance souligne le «décalage important entre le nombre de plaintes enregistrées et le nombre de condamnations» : en 2017, 81 080 plaintes ont été enregistrées, qui n'ont abouti qu'à 15 418 condamnations, soit 19 % des cas... Signe s'il en fallait de la grande «tolérance sociale dont bénéficie le sexisme par rapport à d'autres systèmes d'oppression».

LVOG - Quant à la "grande tolérance" envers le "système d'oppression" de l'homme par l'homme pratiquer par le capitalisme elle est la bienvenue.

Quand un trait d'humour devient un délit, c'est que le régime est devenu tyrannique.

Libération - Pour illustrer son propos, le Haut Conseil a mis l'accent sur deux manifestations quotidiennes largement banalisées de ce fléau : l'humour et les injures. Tout au long du mois de novembre, la très sérieuse institution a passé au crible près de 70 contenus humoristiques diffusés dans des matinales radio, des vidéos YouTube, ou ailleurs sur Internet. Résultat ? Dans plus de la moitié des cas, au moins un ressort sexiste est mobilisé.

LVOG - Des chiffres invérifiables qui relèvent de l'invention pure et simple.

Libération - Autre pandémie sexiste : l'injure. En 2017, 1,2 million de femmes ont subi une injure sexiste, complètement gratuite, cela va sans dire, puisque 70 % d'entre elles ne connaissent pas l'auteur de ces invectives. Seules 6 % se sont rendues dans un commissariat, et quatre condamnations ont été prononcées.

LVOG - Quel délire, passer de 1,2 million à 4 ! Ce sont bien des psychopathes, des éléments nuisibles à l'espèce humaine qu'il faut éliminer.

Et c'est bien un état permanent chez eux, et non une pathologie passagère.

Libération - Face à ce constat, le HCE appelle de ses vœux au lancement d'un vaste plan d'action contre le sexisme en France, qui pourrait être étalé de 2019 à 2022 et, pourquoi pas, reprendre une partie des préconisations contenues dans le rapport.

C'est la guerre permanente contre l'ensemble de la société, tous les peuples, à tous les niveaux, dans tous les domaines, quoi ! Un geste, un sourire, une grimace, une mimique, une parole, etc. et ils vous dénoncent, vous harcèlent, vous persécutent, vous jugent, vous condamnent, vous excommunient, vous censurent, vous torturent, vous brûlent en place public ou vous mitraillent.

Dans son dernier courriel, ma fille, 38 ans et institutrice, m'a écrit à propos des femmes "*Nous sommes très primaires!*, pour se marrer je lui ai répondu "*Je ne te le fais pas dire !*". Il existe des traits dominants de caractère chez les femmes ou chez les hommes qui sont à leur avantage ou leur désavantage, qui proviennent des rapports sociaux établis de dominant à dominé, qui sont à l'origine de tous les rapports dans la société, on ne peut pas les nier ou les faire disparaître tant que le capitalisme existera...

1984. Basez-vous sur vos propres expériences de la vie.

Nos propres expériences nous renvoient en permanence à la réalité, aux conditions objectives, c'est le message que voulait transmettre Orwell pour pouvoir résister au totalitarisme. C'est d'actualité.

Quelques extraits des Chroniques orwelliennes par Jean-Jacques Rosat consacrées au roman 1984 de George Orwell. Roman que je vous conseille de lire (téléchargement gratuit sur le Net) attentivement et d'étudier, ces chroniques peuvent en faciliter l'étude indépendante.

- Il (le roman - ndlr) nous met en présence d'une société d'où la vérité objective a disparu, d'un monde où l'accès à la vérité est devenu impossible ; et il nous montre, expérimentalement pourrait-on dire, tout ce qui s'ensuit : dans un tel univers sans vérité, il n'y aurait plus non plus, par voie de conséquence, ni sentiments sincères, ni liberté, ni communauté. Il n'y aurait plus que des individus atomisés, emplis de croyances et de sentiments que leur insuffle le pouvoir et que celui-ci peut leur faire modifier à tout moment.

- 1984 raconte l'histoire d'un homme qui refuse d'adopter les stratégies intellectuelles et psychologiques qu'exige de lui le pouvoir totalitaire ; il sait qu'il n'aura jamais aucune liberté d'expression ni d'action ; mais il cherche à préserver sa liberté intérieure, c'est-à-dire la continuité de ses souvenirs, l'authenticité de ses sentiments et la capacité de former ses convictions à partir de son expérience et de sa raison. Dans les premières pages, Winston contemple une pièce de monnaie sur laquelle est gravé le visage de Big Brother : « Toujours ces yeux qui vous observaient et cette voix qui vous enveloppait. Dans le sommeil ou la veille, au travail ou à table, au-dedans ou au-dehors, au bain ou au lit, pas d'évasion. Rien ne vous appartenait sauf les quelques centimètres cubes de l'intérieur de votre crâne.²⁰ » À la fin du roman, le lecteur apprendra que même l'intérieur de son propre crâne n'appartient pas à Winston. Comme le lui dit O'Brien, « nous allons vous presser jusqu'à ce que vous soyez vide, puis nous vous remplirons de nous-mêmes ». Et c'est ce qui arrive en effet.

- Le conflit entre l'intellectuel d'État, qui s'identifie au pouvoir et manie en virtuose la novlangue et la double pensée, et l'homme ordinaire, qui s'accroche désespérément aux exigences de vérité et de liberté, constituera la trame de 1984

- La capacité pour tout un chacun de se constituer une expérience à partir de ses observations et de ses raisonnements, et à en faire le socle de ses jugements et de ses actions est pour Orwell un enjeu politique décisif. Ce qui est décrit et dénoncé dans 1984, ce ne sont pas tant les mécanismes de contrainte physique du totalitarisme que les moyens psychologiques et intellectuels (autocensure, double pensée, novlangue, etc.) par lesquels celui-ci détruit la relation de tout un chacun avec sa propre expérience et s'assure ainsi le contrôle sur les esprits. Parmi ces moyens, il y a un certain nombre d'idées philosophiques qui, au sens où Orwell emploie ce mot, sont totalitaires. Ce qui rend une idée totalitaire, ce n'est pas son contenu particulier – rien n'est plus opposé quant à leurs contenus respectifs que les idées fascistes et les idées communistes – mais son fonctionnement ou, plus exactement, sa capacité à fonctionner comme une arme pour détruire l'homme ordinaire.

En quoi consiste la pratique de la double pensée ?

- une sorte d'autocontrôle psychologique qui fait qu'on croit réellement ce que le pouvoir ordonne de croire, même si on a la preuve par ailleurs que c'est faux.

Les médias ou sous-officine de l'AFP sont le fer de lance de la réaction sur toute la ligne, on vient d'en avoir un nouvel exemple. En voici un autre.

A quelques heures d'intervalle.

Les procureurs refusent de reconnaître un verdict des juges qui ne correspond pas à celui des besoins de la caste extrême-centriste de l'oligarchie dont ils sont les porte-parole et exécutants.

- L'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo doit être libéré, disent les juges de la CPI - AFP 16 janvier 2019

Les juges de la Cour pénale internationale (CPI) ont rejeté mercredi la demande du procureur de maintenir l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo en détention, après avoir annoncé mardi son acquittement pour crimes contre l'humanité.

Les procureurs de la Cour basée à La Haye ont exprimé leur intention de faire appel de l'acquittement retentissant de l'ancien président ivoirien. AFP 16 janvier 2019

Pour Libération, ce verdict est logiquement une "défaite".

- CPI : l'affaire Gbagbo est «une immense défaite de l'accusation» - Libération 16 janvier 2019

Libération - La grande faiblesse de la CPI ne réside-t-elle pas dans les actes d'accusation et dans le travail du procureur ?

Libération - Mais comment s'explique cette faiblesse de l'enquête et de l'acte d'accusation ?

Libération - Il y a un problème de casting ?

Libération - Les trois juges de première instance se sont divisés. Celle qui était en minorité, Olga Herrera Carbuccion, estime qu'il y avait suffisamment d'éléments de preuve pour condamner les accusés.

Libération - Certains proches de victimes ont regretté cette décision...

Vous aurez constaté que Libération privilégiait la juge "qui était en minorité", c'est sa conception de la démocratie, du totalitarisme en fait.

Quelques heures plus tard, les procureurs de la CPI fidèles à l'idéologie totalitaire qu'ils incarnent suspendent le verdict des juges. L'AFP sur un ton laconique s'en félicite ou exprime son soulagement.

- La CPI suspend la remise en liberté de Laurent Gbagbo - AFP16 janvier 2019

La Cour pénale internationale (CPI) a suspendu mercredi soir la remise en liberté de l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo, après un nouvel appel déposé par le procureur au lendemain de son acquittement retentissant.

Les juges avaient ordonné plus tôt sa remise en liberté, ainsi que celle de son bras droit Charles Blé Goudé (ex-chef du mouvement des Jeunes patriotes), après leur acquittement d'accusations de crimes contre l'humanité.

Mais, selon la CPI, les deux hommes doivent maintenant "rester sous la garde de la CPI" jusqu'à ce que l'appel du parquet contre leur libération soit entendu. AFP16 janvier 2019

Des articles comme ceux-là, les médias en sont pleins quotidiennement. Ce n'est pas l'unique raison pour laquelle j'appelle à les boycotter, à cesser de les acheter et de les lire tellement ils sont nocifs ou toxiques, mais parce que c'est une perte d'argent et de temps qui nous font tant défaut et qu'on devrait s'épargner, pour se consacrer exclusivement à nos propres intérêts de classe, à nos aspirations ou besoins légitimes, à chercher les moyens pour mener le combat politique qui permettrait de les imposer. Autrement dit, il vaut mieux encore lire les articles publiés par d'autres médias (dits alternatifs ou indépendants), de formations politiques issues du mouvement ouvrier ou étudier des ouvrages consacrés aux enseignements de la lutte des classes, à l'économie, aux sciences sociales, etc.